

Déclaration des Principaux du comité permanent interorganisations

Une personne sur cinq dans le Sahel central a besoin d'aide humanitaire : Il est temps de passer de la parole aux actes

12 janvier 2024

NEW YORK/GENÈVE/ROME, 12 janvier 2024 – Les crises qui frappent le Sahel central exacerbent les besoins humanitaires et de protection et menacent de réduire à néant les progrès réalisés en matière de développement. En 2024, quelque 17 millions de personnes au Burkina Faso, au Mali et au Niger auront besoin d'assistance humanitaire et de protection, soit environ un cinquième de la population.¹ En outre, cette crise touche de manière disproportionnée les femmes et les filles, aggravant les inégalités entre les genres dans la région.

Les niveaux de violence sont alarmants dans certaines zones : rien qu'en octobre et novembre 2023, près de 700 civils auraient été tués, soit 11 personnes par jour et près du double du taux rapporté en septembre.² Au moins 3 millions de personnes sont actuellement déplacées, principalement des femmes et des enfants. Les services de base sont également touchés, avec environ 8 400 écoles et 470 centres de santé qui ne sont plus fonctionnels. Ceci aggrave les besoins humanitaires et empêche les populations de jouir pleinement de leurs droits.

Au Niger, ces six derniers mois, les organisations humanitaires ont eu du mal à faire entrer des produits destinés à l'aide humanitaire dans le pays en raison de la fermeture des frontières. Les projections des besoins humanitaires pour les mois à venir sont très préoccupantes et pourraient être exacerbées par les mauvaises récoltes, l'insécurité, les déplacements de population, les risques liés à la protection, l'impact des sanctions et les effets des suspensions de l'aide au développement.

Au Burkina Faso, l'insécurité et d'autres difficultés poussent de plus en plus les humanitaires à devoir utiliser le transport aérien, coûteux pour acheminer l'aide, ce qui réduit de fait la portée de l'action humanitaire. Les partenaires humanitaires travaillent avec les autorités pour améliorer l'accès, conscients de la nécessité d'être aussi efficace que possible afin de fournir une assistance vitale, y compris par voie terrestre.

Au Mali, l'insécurité continue dans certaines parties du nord, de l'est et du centre, générant dans certains cas de nouveaux déplacements de population et de nouveaux besoins, et posant de nouveaux défis pour les opérations humanitaires. Les organisations humanitaires s'efforcent de

¹ Cette estimation est fondée sur les projections initiales pour 2024 publiées dans le cadre [de l'Aperçu humanitaire mondial de 2024](#). Les chiffres définitifs seront confirmés dans les semaines à venir par le biais des plans de réponse humanitaire de chaque pays.

² Les estimations proviennent de l'ensemble de données d'ACLED.

rester sur place pour aider et protéger les hommes, les femmes et les enfants les plus vulnérables. Mais des ressources supplémentaires sont urgemment requises pour les services essentiels, notamment en termes de logistique, sécurité, action antimines et capacité pour les évacuations médicales, ainsi que pour l'engagement des communautés.

Malgré les risques et les ressources limitées, les partenaires humanitaires nationaux et internationaux, en collaboration avec les organisations locales, continuent de fournir de l'aide. Jusqu'à présent, en 2023, ils ont assisté environ 6,3 millions de personnes³ dans le Sahel central, complétant les efforts des autorités nationales et locales ainsi que ceux des communautés-mêmes.

Cependant, les opérations d'aide sont confrontées à des déficits de financement considérables : en 2023, les appels de fonds humanitaires pour les trois pays du Sahel central n'ont reçu qu'un tiers environ des fonds nécessaires, soit environ 781 millions de dollars. En 2024, environ 2,2 milliards de dollars sont nécessaires pour aider 10,4 millions de personnes dans la région.⁴

Les organisations humanitaires s'accordent également sur ce point : si l'aide humanitaire est nécessaire de toute urgence, elle n'est pas la solution aux cycles de la faim, de déplacements forcés et des maladies qui caractérisent la crise dans le Sahel central. Des investissements dans la résilience, le développement durable et la cohésion sociale sont essentiels pour aider les communautés à continuer à aller de l'avant et à prévenir une nouvelle augmentation des besoins humanitaires. Des systèmes de participation inclusifs et efficaces sont également nécessaires pour permettre aux différentes voix des personnes affectées de contribuer aux programmes et à la prise de décision qui affectent leurs vies et leurs droits.

Ces investissements doivent être complétés par des partenariats élargis avec les communautés locales et la société civile, y compris les organisations de femmes. Toute mesure qui risque d'aggraver les souffrances des civils, telles que les sanctions non ciblées ou la suspension de l'aide au développement, doivent également être évitées.

Depuis des années, le monde entier s'accorde à dire que nous devons faire plus pour aider les populations du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Le moment est venu de passer de la parole aux actes.

Signataires :

- M. Martin Griffiths, Coordonnateur des secours d'urgence et Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires (BCAH)

³ Cette estimation comprend les actions des agences des Nations Unies et des ONGs travaillant dans le cadre des plans de réponse humanitaires, et ce, jusqu'au 30 septembre 2023. Les chiffres pour l'ensemble de l'année 2023 seront disponibles au deuxième trimestre 2024.

⁴ Cette estimation est fondée sur les projections initiales pour 2024 publiées dans le cadre de [l'Aperçu humanitaire mondial de 2024](#). Les chiffres définitifs seront confirmés dans les semaines à venir par le biais des plans de réponse humanitaire de chaque pays.

- Dr. Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (**FAO**)
- Mme. Sofia Sprechmann Sineiro, Secrétaire générale, **CARE International**
- Mme. Jane Backhurst, Présidente du conseil d'administration du Conseil international des agences bénévoles, **ICVA** (Christian Aid)
- M. Jamie Munn, Directeur exécutif, Conseil international des agences bénévoles (**ICVA**)
- M. Tom Hart, Président et Directeur général, **InterAction**
- Mme. Amy E. Pope, Directrice générale, Organisation internationale pour les migrations (**OIM**)
- Mme. Tjada D'Oyen McKenna, Directrice générale, **Mercy Corps**
- M. Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (**OHCHR**)
- Mme. Janti Soeripto, Présidente et Directrice générale, **Save the Children US**
- Mme. Paula Gaviria Betancur, **Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays**
- M. Achim Steiner, Administrateur, Programme des Nations Unies pour le développement (**PNUD**)
- Mme. Natalia Kanem, Directrice exécutive, Fonds des Nations Unies pour la population (**FNUAP**)
- M. Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (**UNHCR**)
- Mme. Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive, Programme des Nations Unies pour les établissements humains (**UN-Habitat**)
- Mme. Catherine Russell, Directrice exécutive, Fonds des Nations unies pour l'enfance (**UNICEF**)
- Mme. Sima Bahous, Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive d'**ONU Femmes**
- Mme. Cindy McCain, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (**PAM**)
- Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (**OMS**)
- M. Andrew Morley, Président et Directeur général, **World Vision International**